

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le

24/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **REVIVAL (ex VALRECY)**

119 avenue du Général Bizot  
75012 Paris

Références : VAT20230166  
Code AIOT : 0010004080

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement REVIVAL (ex VALRECY) implanté Les Musets 45200 Amilly. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL (ex VALRECY)
- Les Musets 45200 Amilly
- Code AIOT : 0010004080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site résident dans le tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Le site dispose d'un point d'apport volontaire de déchets de métaux pour les particuliers et d'un centre VHU.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites réservées à l'inspection du 14 avril 2022 et notamment les suites réservées à

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022,
- la traçabilité des déchets (Trackdéchets et registre national des déchets, terres excavées et sédiments),
- le respect des prescriptions réglementaires des articles 2.3. et 3.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019.
- 

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	NC5 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation, Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Demande 4 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.7	Susceptible de suites	Sans objet
12	Traçabilité	Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.541-43.II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1* VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Demande 3 VI 05/06/2019	AP Complémentaire du 29/04/2008, article Article 2.51.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
8	Contrôle des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
11	Traçabilité	Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.541-45.I	/	Sans objet
13	Agrément VHU	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.3	/	Sans objet
14	Agrément VHU	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
15	Garanties financières	AP Complémentaire du 23/07/2019, article 2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2019, article 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH : entre 5,5 et 8,5</li> <li>- température : 30°C</li> <li>- Matières en suspension : 35 mg/l</li> <li>- DCO : 125 mg/l</li> <li>- DBO<sub>5</sub> : 30 mg/l</li> <li>- Plomb : 0,5 mg/l</li> <li>- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l</li> <li>- Arsenic : 0,1 mg/l</li> <li>- Etain : 2 mg/l</li> <li>- Mercure : 0,05 mg/l</li> <li>- Cadmium : 0,2 mg/l</li> <li>- Cyanures totaux : 0,1 mg/l</li> <li>- Indice phénol : 0,3 mg/l</li> <li>- AOX : 5 mg/l</li> <li>- PCB (28,52,101,138,153, 180 et 194) : 0,05 mg/l</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</li> <li>- Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l</li> </ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Présentation des résultats d'analyses effectuées par le laboratoire EUROFINs en juillet 2022. Les résultats d'analyses pour l'ensemble des paramètres sont inférieurs aux valeurs limites fixées à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019.  Les prescriptions réglementaires de l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 rappelées par le second alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage temporaire des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'écheance qui a été retenue : 22/01/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> <b>[C1]</b> Les aires de transit des déchets et de circulation situées sur la partie ouest du site ne sont pas étanches et présentent des dégradations importantes sur une surface d'environ 5000 m <sup>2</sup> .
<b>Observations :</b> Les aires de transit des déchets et de circulation situées sur la partie ouest du site ne sont pas étanches et présentent des dégradations importantes sur une surface d'environ 5000 m <sup>2</sup> .  L'exploitant avait demandé un devis à la société THIERRY en mai 2022. Il envisage de solliciter une autre société pour la réalisation des travaux d'étanchéification des zones concernées.  Les prescriptions réglementaires du chapitre 3.3. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 rappelées par le 4ème aliéna de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 ne sont pas respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation, Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 3 : Demande 3 VI 05/06/2019

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article Article 2.51.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [..] Le stockage des bouteilles de gaz n'est autorisé qu'à l'extérieur, dans des racks métalliques fermés. [...]
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les bouteilles de gaz sont stockées dans des racks métalliques fermés.  Les prescriptions réglementaires de l'article 2.51. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 rappelées par le premier alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En tout temps, l'aire de stationnement des engins d'incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'aire de stationnement des engins d'incendie est constituée d'une voirie lourde utilisable par les engins de secours. Deux panneaux installés à proximité de cette aire indiquent que celle-ci est réservée au service d'incendie et de secours.  Les prescriptions réglementaires de l'article 2.7.6. (voirie lourde) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 rappelées par le premier alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Cette aire de stationnement doit être signalée par des pancartes très visibles précisant la destination et en même temps l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée</p>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Deux panneaux installés à proximité de l'aire de stationnement des engins d'incendie indiquent que celle-ci est réservée au service d'incendie et de secours et interdite à tout autre usage que celui auquel elle est destinée.  Les prescriptions réglementaires de l'article 2.7.6. (panneaux) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 rappelées par le premier alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article 2.7.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La surface de cette aire doit être de 32 m<sup>2</sup> par engin, soit 64 m<sup>2</sup>, une pente douce (environ 2 cm par mètre) permettra d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement</p>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'aire de stationnement des engins d'incendie dispose d'une pente douce permettant d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement. La surface de cette aire est supérieure à 64 m <sup>2</sup> (cf devis de la société THIERRY ayant réalisé les travaux).  Les prescriptions réglementaires de l'article 2.7.6. (pente douce) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008 rappelées par le premier alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet</li><li>- la dénomination usuelle du déchet</li><li>- le code du déchet entrant</li><li>- s'il s'agit de déchets POP</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD</li><li>- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m<sup>3</sup></li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de réception</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD)</li><li>- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Par sondage, consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2022. Ce registre comporte l'ensemble des items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Contrôle des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'information préalable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- producteur et origine géographique du déchet</li><li>- composition, apparence</li><li>- code déchet</li><li>- essais réalisés</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Par sondage, vérification de trois fiches d'information préalables à l'admission. Il n'a pas été constaté d'incohérence entre l'appellation usuelle du déchet, le code déchet et le type d'activité du producteur du déchet.  Les prescriptions réglementaires de l'article 13.II de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 rappelées par le troisième alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li><li>- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li><li>- la quantité du déchet sortant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> [C2] Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022 est incomplet.
<b>Observations :</b> Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022 est incomplet. Le numéro du BSD est manquant pour plusieurs déchets dangereux (emballages souillés, batteries, ...). Le document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 pour les déchets(tournures, carton,...) expédiés en Espagne est manquant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : Demande 4 VI 05/06/2019

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2008, article Chapitre 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle de traitement des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à une déclaration annuelle sur la nature, la quantité et la destination des déchets dangereux produits.
<b>Constats :</b> [C3] La quantité de déchets dangereux et non dangereux entrants au titre de l'année 2022 est différente de la quantité de déchets dangereux et non dangereux sortants au titre de l'année 2022.
<b>Observations :</b> Consultation de la déclaration GERE au titre de l'année 2022.  La quantité de déchets dangereux entrants au titre de l'année 2022 (58,693 tonnes) est différente de la quantité de déchets dangereux sortants au titre de l'année 2022 (156,034 tonnes). Il en est de même de la quantité de déchets non dangereux entrants au titre de l'année 2022 (15720,992 tonnes) est différente de la quantité de déchets non dangereux sortants au titre de l'année 2022 (5192,068 tonnes). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier ces différences.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.541-45.I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Trackdéchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Par sondage, émission d'un bordereau électronique relatif à des batteries dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Le bordereau électronique a été complété pour l'ensemble des items et signé par l'ensemble des intervenants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/03/2023, article R.541-43.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :  « 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; « 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; « 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; « 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.
<b>Constats :</b> [C4] Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
<b>Observations :</b> Absence de transmission au RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) du registre chronologique tenu à partir du 1er janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Agrément VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Affichage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un panneau à l'entrée du site comportant le numéro d'agrément VHU (4500033) ainsi que la date de fin de validité de celui-ci (23/07/2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Agrément VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2019, article 3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine géographique des VHU
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/04/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/06/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les VHU proviennent principalement du département du Loiret et des départements limitrophes
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Consultation du registre des déchets entrants et du registre de police. Les VHU réceptionnés sur le site proviennent de la région Centre-Val de Loire.  Les prescriptions réglementaires de l'article 3.4. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2019 rappelées par le premier alinéa de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2022 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/07/2019, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etablissement des garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. Le document attestant de la constitution du montant des garanties financières est transmis au préfet de département (copie à l'inspection des installations classées)
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Présentation du document attestant de la constitution des garanties financières en date du 18 mars 2019. La date de fin de validité de ce document est le 31 décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet